



Doc. 16085
17 décembre 2024

Élection de juges à la Cour européenne des droits de l'homme

Liste et curriculums vitae des candidates présentées par le Gouvernement de l'Andorre

Communication
Secrétaire Général·e de l'Assemblée parlementaire



Sommaire	Page
1. Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement de l'Andorre	3
2. Informations sur la procédure nationale de sélection appliquée en Andorre pour désigner trois candidats au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme	3
Annexe 1 - Curriculum vitae de Saïda EL BOUDOUHI	5
Annexe 2 - Curriculum vitae de Canòlic MINGORANCE CAIRAT	9
Annexe 3 - Curriculum vitae de Patricia QUILLACQ	12

1. Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement de l'Andorre¹

Lettre de M. Andreu Jordi Tomàs, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de l'Andorre auprès du Conseil de l'Europe, à Mme Despina Chatzivassiliou-Tsovilis, Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en date du 11 décembre 2024

[...] J'ai l'honneur de faire référence à votre courrier du 20 juillet 2024 adressé à mon prédecesseur, M. Joan Forner Rovira, [...]. A cet égard, au nom du Gouvernement de l'Andorre, j'ai le plaisir de vous faire parvenir, conformément à l'article 22 de la Convention, la liste (par ordre alphabétique) et les *curriculum vitae* des trois candidates suivantes au poste de juge au titre de l'Andorre:

- M^{me} Saïda El Boudouhi
- M^{me} Canòlic Mingorance
- M^{me} Patricia Quillacq

[...].

2. Informations sur la procédure nationale de sélection appliquée en Andorre pour désigner trois candidats au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme

Lettre de M. Andreu Jordi Tomàs, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent de l'Andorre auprès du Conseil de l'Europe, à Mme Despina Chatzivassiliou-Tsovilis, Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en date du 11 décembre 2024.

2.1. Publication de l'appel à candidatures

[...] Le Gouvernement de la Principauté d'Andorre, lors de la séance du Conseil des Ministres du 6 décembre 2023, a approuvé l'appel à candidatures qui ouvre la procédure de sélection des trois candidats qui feront partie de la liste nationale.

Le 13 décembre 2023, l'appel a été publié au Journal Officiel. Toutes les personnes intéressées qui remplissaient les conditions établies par les recommandations de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) et de la Convention européenne des droits de l'homme devaient présenter leur candidature accompagnée de leur *curriculum vitae* en français et en anglais, au ministère des Affaires étrangères, au plus tard le 19 janvier 2024. Une seule candidature a été reçue.

Le 24 janvier 2024, une deuxième annonce a été publiée au Journal Officiel établissant la date limite pour présenter sa candidature au 15 mars 2024. Deux candidatures ont été reçues.

Le 21 février 2024, une troisième annonce a été publiée au Journal Officiel, fixant la date limite au 15 mars 2024. Deux candidatures ont été reçues.

Le 21 mars 2024, un dernier appel a été publié, le délai pour présenter sa candidature étant fixée au 12 avril 2024, et trois candidatures ont été reçues.

Cependant, le 20 juillet 2024, l'APCE a communiqué que la liste de candidats présentée avait été rejetée parce que les candidats ne remplissaient pas tous les conditions requises.

En conséquence, le Gouvernement de l'Andorre a décidé de relancer la procédure en publiant le 25 septembre 2024 un nouvel appel à candidatures jusqu'au 11 octobre 2024, et trois candidatures ont été reçues.

2.2. Mise en place d'une Commission de sélection

La Commission de sélection était composée des membres suivants:

1. M. Joan Manel Abril Campoy, Président de la Cour constitutionnelle. Président de la Commission d'évaluation.
2. M^{me} Florence Benoît-Rohmer, juriste française, experte en droits humains, et professeure à l'Université de Strasbourg.

1. Les *curriculum vitae* sont présentés et publiés tels que soumis par le Gouvernement de l'Andorre.

3. M. Pere Vilanova, expert en droit constitutionnel et membre de la Commission de Venise.
4. M^{me} Eva Garcia Lluelles, Cheffe aux Relations et à la Coopération juridique internationale du ministère de la Justice et de l'Intérieur, Agente du Gouvernement auprès de la Cour européenne des droits de l'homme et de ce fait familiarisée avec le travail de la Cour.
5. M^{me} Mireia Fernández, membre du Cabinet Juridique du Gouvernement.
6. M. Jeroni X. Estopiñán Pascual, directeur aux Affaires multilatérales et à la Coopération du ministère des Affaires étrangères, Secrétaire de la Commission.

La Commission a une composition équilibrée, avec des membres dont le prestige national et international est reconnu, et qui possèdent des connaissances techniques suffisantes, à l'abri des influences extérieures. Dans ce sens, parmi les 6 membres, trois d'entre eux, dont le Président, avec une voix prépondérante en cas d'égalité des voix, exercent leurs tâches professionnelles en dehors de la structure du Gouvernement, et deux d'entre eux à l'étranger. Par ailleurs, les trois membres de la Commission qui appartiennent à la structure gouvernementale ont le statut de fonctionnaires, jouissent donc d'une indépendance d'appréciation, et sont connaisseurs du fonctionnement de la Cour.

Le profil des membres de la Commission garantit la présence dans cette Commission d'une large connaissance des droits de l'homme, tant au niveau national qu'européen, du déploiement constitutionnel et légal des droits de l'homme en Andorre, de la jurisprudence de la Cour et de la législation andorrane, ainsi que du fonctionnement de la procédure de sélection.

Cette Commission s'est réunie le 15 octobre 2024 afin d'analyser et d'évaluer les différentes candidatures reçues et elle a fait passer des entretiens d'une heure aux candidats, en particulier pour vérifier que les candidats remplissaient les conditions requises. La Commission a évalué les différents candidats selon les critères suivants, entre autres: le *curriculum vitae*, l'expérience, la motivation et les langues.

Après avoir délibéré, la Commission de sélection a décidé de soumettre pour approbation au Conseil des Ministres la liste nationale composée des trois candidates, lors de sa séance du 16 octobre 2024.

Le Conseil des Ministres a approuvé la liste nationale proposée et les candidates ont été informées du résultat.

Permettez-moi, en outre, de vous rappeler que le Gouvernement de l'Andorre accorde une importance particulière à l'élection d'un juge de nationalité andorrane, puisque celui/celle-ci est le/la mieux placé/ée pour connaître les affaires concernant notre pays, spécialement quand il/elle devient juge rapporteur pour les affaires du Comité, de la Chambre et de la Grande Chambre. Depuis l'adhésion de l'Andorre au Conseil de l'Europe en 1994, tous les juges au titre de l'Andorre ont été de nationalité andorrane. [...]

A cet égard, je me permets d'expliquer la composition du système judiciaire andorran et la nationalité des juges et des magistrats qui le composent. Cette brève introduction peut aider à comprendre pourquoi le Gouvernement de l'Andorre a dû publier le décret d'appel à candidatures à 5 reprises (du 13 décembre 2023 au 12 avril 2024 et le 25 septembre 2024) pour trouver les 3 candidats adéquats:

- *Batllia*: juridiction de première instance et d'instruction préliminaire dans les domaines juridictionnels civils, administratif et pénal, avec 17 juges (un président et 16 juges), tous de nationalité andorrane.
- *Le Tribunal de Corts*: juridiction pénale, avec 6 magistrats (une présidente, M^{me} Canòlic Mingorance, et 5 magistrats), dont 4 sont de nationalité andorrane.
- *Le Tribunal Superior de Justícia* ou Haute Cour de Justice: la plus haute juridiction, avec 9 magistrats (un président et 8 magistrats), dont 3 sont andorrans.
- *Le Tribunal Constitucional*: la Cour constitutionnelle est l'interprète suprême de la Constitution. Elle compte actuellement 4 membres, dont un andorran (M. Pere Pastor, qui jusqu'au 31 octobre 2024 a été le juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de l'Andorre).

Je me tiens à votre disposition pour toute information complémentaire que vous jugeriez nécessaire. [...]

Annexe 1 - Curriculum vitae de Saïda EL BOUDOUHI

I. État civil

Nom, prénom: EL BOUDOUHI, Saïda

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: le 25 décembre 1978 à Nador, Maroc

Nationalité: andorrane

II. Études et diplômes, et autres qualifications

- 2016: Reçue au concours national d'agrégation en droit public pour l'accès au corps des professeurs des universités (France)
- 2010: Qualification aux fonctions de maître de conférences en droit public par le Conseil national des universités (France)
- 2004-2009: Doctorat en droit (Sujet: L'élément factuel dans le contentieux international, sous la direction de P.-M. Eisemann), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- 2003-2004: Diplôme d'études approfondies (Master 2) Droit international et organisations internationales, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- 2002-2003: Maîtrise de droit, Université de Toulouse 1, année effectuée à l'Université de Cardiff dans le cadre d'un programme d'échange Erasmus
- 2002-2003: Diploma in Legal Studies de l'Université de Cardiff, Royaume-Uni
- 1999-2002: Licence de droit, Université de Toulouse 1
- 1998-2000: Diplôme d'études universitaires générales (DEUG) en langues, littérature et civilisation anglo-saxonnes, Université de Toulouse le Mirail
- 1998: Obtention du Baccalauréat L, Lycée Comte de Foix de la principauté d'Andorre

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

Sans objet

b. Description des activités juridiques non judiciaires

- Depuis 2021: Professeure de droit public à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis – enseignements en droit international, droit européen, notamment les relations extérieures de l'Union européenne et introduction au droit constitutionnel
- 2016-2021: Professeure de droit public à l'Université Polytechnique Hauts de France (Valenciennes) – enseignements en droit international, protection européenne des droits de l'homme, droit de l'Union européenne
- 2019-2020: Chercheuse invitée à l'Université d'Arizona – College of Law (invitée par le prof. S. Puig)
- 2011-2016: Maîtresse de conférences en droit public à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas – enseignements en droit international, droit européen, droits des organisations internationales, introduction au droit constitutionnel et au droit administratif
- 2009-2010: Post-doctorat (Jean Monnet Fellow), programme Global Governance sous la supervision du prof. M. P. Maduro, Institut universitaire européen (Florence, Italie)
- 2007-2009: Attachée temporaire d'enseignement et de recherche en droit public à l'Université Paris 5 René Descartes – enseignements (travaux dirigés) en droit international, droit de l'Union européenne, contentieux administratif

- 2004-2007: Contrat d'allocataire de recherches (contrat doctoral) à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Oct. 2004-fév. 2005: Stagiaire à la Commission européenne, DG Transports et Energie
- Mai-Sept. 2003: Chargée de mission, Bureau de représentation de la Principauté d'Andorre auprès des Nations Unies à Genève

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Sans objet

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

- 2017-2024: direction de la thèse rédigée par M^{me} Julie Cardon sur *La tierce intervention devant la Cour européenne des droits de l'homme*, soutenue le 5 avril 2024, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis
- 2017-2019 (Université de Valenciennes) et 2023-2024 (Université Paris 8): promotion et supervision de la participation des étudiants du Master de droit public au concours de plaidoirie René Cassin organisé par l'Institut international des droits de l'homme
- 2016 à 2019: responsable du cours de *Protection européenne des droits de l'homme* (30h), Université de Valenciennes (Université polytechnique des Hauts de France)
- Mars-avril 2010: référente et contributrice «France» (avec V. Barral), «Legal Framework on Human Rights and the Environment Applicable to European Enterprises operating outside the European Union», étude menée par le prof. A. Boyle (Université d'Edinbourg) pour la Commission européenne
- Août 2003: chargée de mission pour la Mission de la Principauté d'Andorre auprès de l'ONU, du Conseil économique et social de l'ONU pour le suivi des travaux de la Sous-commission de la promotion et la protection des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies (55e session, Genève)

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

Cf. III (enseignement supérieur)

b. Mandats électifs

Depuis juin 2022: Membre du Conseil de la Société française de droit international.

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Sans objet

VI. Autres activités

- Depuis sept. 2021: Responsable du Master (1 et 2) de droit public à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis
 - i. Sélection des étudiants à l'entrée du Master 1
 - ii. Coordination des enseignements et proposition de nouveaux enseignements, notamment en anglais, et de nouveaux intervenants
 - iii. Coordination des interventions des professeurs invités dans le cadre du Module Jean Monnet sur le droit des relations extérieures de l'Union européenne (2022-2025) financé par la Commission européenne
 - iv. Supervision du concours de plaidoirie René Cassin animé par un·e doctorant·e

- Depuis oct. 2022: Référente «Département de Droit» pour la coopération internationale et les mobilités étudiantes et enseignantes, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis
 - i. Supervision des mobilités étudiantes sortantes et entrantes
 - ii. Conclusion et suivi d'accords de partenariats avec des universités étrangères pour le département de droit
- Membre de la Société Française de Droit International (SFDI)
 - i. depuis juin 2022: membre du Conseil de la SFDI
 - ii. 2018: membre du jury du prix de thèse Suzanne Bastid pour la meilleure thèse en droit international
 - iii. contributions au colloque annuel et aux ouvrages issus du colloque (publiés chez Pedone) en 2015, 2022 et 2023.
- Membre de l'International Law Association (ILA)
 - i. 2019: membre du jury du prix de thèse de la Branche française de l'ILA pour la meilleure thèse en droit transnational
 - ii. depuis janvier 2022, membre du Comité «International Tax Law» de l'ILA, présidé par J. Kokott (Cour de justice de l'Union européenne) et P. Pistone (Université de Salerno) et réunissant des spécialistes de droit international public et de droit fiscal
 - iii. participation active avec des présentations aux séminaires du Comité, fermés ou ouverts, y compris ceux organisés pendant le colloque biannuel de l'ILA (en ligne en janvier 2024, janvier 2023, Lisbonne en juin 2022, New York en avril 2023)
 - iv. contribution à la rédaction du rapport (projeté sous forme d'ouvrage) sur les enjeux de souveraineté et de développement liés à l'encadrement de la fiscalité internationale
- Juin-Décembre 2023: Membre du comité d'évaluation d'un centre de recherche universitaire en droit (Ecole de droit de Sciences po, Paris) pour le compte du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES)
- Membre du jury de l'École nationale d'administration pour l'épreuve «Questions internationales» en 2018 (concours interne) et 2019 (concours externe)

VII. Travaux et publications

Mes publications et projets de recherche s'étendent sur plusieurs branches du droit international public. Ils se caractérisent par un effort constant de décloisonnement au sein du droit international public et au-delà. Ainsi, mon approche du droit international des droits de l'homme est comparative et systémique. Elle passe autant par une comparaison du droit international des droits de l'homme et du droit international économique, que par une étude comparée de la réception du droit international des droits de l'homme dans les ordres juridiques nationaux.

4 ouvrages et numéro spécial de revue, dont deux co-dirigés et un dirigé.

23 articles dans des revues à comité de lecture, dont 9 co-signés.

20 chapitres d'ouvrages, dont 4 co-signés.

Une vingtaine de publications courtes (recensions d'ouvrage et rédaction/coordination de notes de jurisprudence, notamment *International Law in Domestic Courts* (Oxford University Press)

- «Taking the Fact/Law Distinction Not Too Seriously: A Legal Theory Perspective on Domestic Law within International Litigation», *Law and Practice of International Courts and Tribunals*, 2024/1, pp. 117-137.
- «L'attente légitime dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme», in S. Robert-Cuendet (dir.), *La protection des attentes légitimes en droit public. Approche comparée de droit international, droit européen et droit interne*, Presses universitaires de Rennes, 2020, pp. 89-106.

- avec D. Dannenber, «The Reception of International Decisions on Human Rights by French Courts», in S. Kadelbach, T. Rensmann and E. Rieter (dir.), *Judging International Human Rights. Courts of General Jurisdiction as Human Rights Courts*, Springer, 2018.
- «L'aplicaciò del dret internacional pels jutges nacionals: cap a un dret internacional comparat?», in Société andorrane des sciences, *Recull de conferéncies 2015/ Debats de recerca. Recerca jurídica a Andorra*, 2017, pp. 188-199.
- «L'investisseur étranger devant les juridictions internationales des droits de l'homme. La question des droits fondamentaux de l'investisseur», in S. Robert-Cuendet (dir.), *Droit des investissements: approches transversales*, Bruxelles, Larcier, 2017, pp. 301-330.
- «The Domestic Judge as an Ordinary Judge of International Law? Invocability of Treaty Law before French and other National Courts», *Leiden Journal of International Law*, 2015/2, pp. 283-301.
- «A comparative approach of the national margin of appreciation doctrine before the ECtHR, investment tribunals and WTO dispute settlement bodies», European University Institute (EUI) Working Paper RSCAS 2015/27, 33 p.
- «Le droit international comparé: mythe ou réalité?», *Revue générale de droit international public*, 2017/4, pp. 981-1011.
- *L'élément factuel dans le contentieux international*, Bruylant, 2013, 359 p.
- «Déférence de la CEDH envers le nouveau dispositif concernant le rapporteur public ou juste un sursis? Note sous les arrêts de la CEDH du 30 juin 2009 – *UFC-Que Choisir de la Côte d'Or c. France* et 15 septembre 2009 – *Yvonne Etienne c. France*», *Actualité juridique de droit administratif*, 28 décembre 2009, pp. 2468-2473.

VIII. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien
a. Première langue:									
Catalan	X			X			X		
b. Langues officielles:									
Anglais	X			X			X		
Français	X			X			X		
c. Autres langues:									
Espagnol	X			X			X		
Italien	X				X			X	
Arabe			X			X	X		

IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétences linguistiques requises pour exercer la fonction de juge dans une langue officielle [la deuxième], veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élue juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat

Sans objet

X. Autres éléments pertinents

Sans objet

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg si vous êtes élue juge à la Cour

Je m'engage à habiter de manière permanente à Strasbourg.

Annexe 2 - Curriculum vitae de Canòlic MINGORANCE CAIRAT

I. État civil

Nom, prénom: MINGORANCE CAIRAT, Canòlic

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: le 9 mars 1976 à Sant Julià de Lòria, Andorre

Nationalité: andorrane

II. Études et diplômes, et autres qualifications

- 2024: Doctorat en droit, *Le blanchiment dans le droit pénal andorran: L'impact du GAFI*. Thèse sous la direction de Josep M. Tamarit Sumalla
- 2001: Master en droit andorran, Université d'Andorre
- 1998: Master 2 en droit, Université Pompeu Fabra (Barcelone)

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

- Depuis 2024: Présidente du Tribunal de Corts (Cour d'appel pénale) – en plus des compétences qui sont propres aux magistrats du Tribunal de Corts, organisation des audiences, assignations, gestion du personnel et inspection du centre pénitentiaire.
- Depuis 2018: Magistrate d'appel au Tribunal de Corts.
- 2015-2018: Juge d'instruction spécialisée en matière socio-économique et criminalité organisée; Juge d'instruction spécialisée en matière de criminalité organisée internationale, notamment dans les affaires *BPA, Odebrecht, Lava Jato, PDVSA*, portant sur le blanchiment d'argent (plus de 2 milliards d'euros) issu de la corruption.
- 2001-2015: Juge d'instruction.

b. Description des activités juridiques non judiciaires

- Depuis 2023: Professeure en matière de Coopération internationale et Justice internationale au Master en mention judiciaire, Université d'Andorre.
- 2021-2023: Professeure dans le cours *Préparation à l'accès aux fonctions juridictionnelles*, Université d'Andorre.
- Experte juridique participant aux évaluations du comité Moneyval du Conseil de l'Europe:
 - i. Moldova (2004), évaluation des aspects liés aux poursuites et condamnations, ainsi que sur la législation pénale en vigueur en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.
 - ii. Monaco (2022), évaluation des aspects d'application de la loi, en particulier liés à la coopération internationale et aux poursuites et condamnations en matière de financement du terrorisme.
 - iii. Bosnie-Herzégovine (2023), évaluation des aspects d'application de la loi, en particulier liés aux poursuites et condamnations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, au recouvrement d'avoirs et aux poursuites et condamnations en matière de financement du terrorisme.

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Sans objet

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits humains

- Depuis 2023: membre du Comité National de Bioéthique d'Andorre et, depuis 2024, Secrétaire du Comité.
- Depuis 2016: membre du Conseil Consultatif de Juges Européens (CCJE) et, depuis 2017, membre du Groupe restreint de travail, participant à la rédaction des avis, notamment celui sur la liberté d'expression des juges. Depuis 2024: membre du Bureau.
- De 2013 à 2015: membre du Comité Européen de Coopération Juridique, notamment dans l'élaboration d'un instrument juridique pour la protection des lanceurs d'alerte.
- De 2010 à 2019: participation à la présentation des rapports sur l'Andorre auprès de l'ONU devant le Conseil des droits de l'homme, le Comité des droits des enfants, le Comité sur l'élimination de toute discrimination envers les femmes et le Comité de prévention de la torture.

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

Sans objet

b. Mandats électifs

Sans objet

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Sans objet

VI. Autres activités

a. Domaine

2020 et 2021: Présidente de l'Association des juges, procureurs et magistrats pour la médiation. En tant que première présidente de l'association, j'ai œuvré pour créer des liens entre les médiateurs et les opérateurs juridiques liées aux tribunaux, afin d'introduire les modes alternatifs de règlement des litiges dans le contentieux judiciaire.

VII. Travaux et publications

- Mingorance Cairat, C. (2023) L'autoblanqueig en els conductes de mera possessió. *Papers de recerca*. DOI:10.2436.15.0110.21.102
- Mingorance Cairat, C. (2023) *La internacionalización del compliance penal. En Derecho, economía y empresa: Cuestiones prácticas actuales* (pp. 177-186). Editorial Colex.

VIII. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien	Très bien	Bien	Assez bien
a. Première langue:									
Catalan (langue maternelle)	X			X			X		
Espagnol (langue maternelle)	X			X			X		
b. Langues officielles:									
Anglais	X				X			X	
Français	X			X			X		

IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élue juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat

Si nécessaire, je suivrai des cours des langues avant et après la prise de fonctions.

X. Autres éléments pertinents

- 2022, 2016, 2013, 2009: participation dans des formations organisées par l'ENM (Ecole Nationale de la Magistrature, France) et le CGPJ (Consejo General del Poder Judicial, Espagne) en matière de droits de l'homme, notamment sur la jurisprudence récente de la CEDH.
- Participation dans plusieurs congrès en matière juridique en tant que conférencière.

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg si vous êtes élue juge à la Cour

Je m'installerai de manière permanente à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour.

Annexe 3 - Curriculum vitae de Patricia QUILLACQ

I. État civil

Nom, prénom: QUILLACQ, Patricia

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: le 10 mai 1971 à Andorre la Vieille, Andorre

Nationalité: andorrane

II. Études et diplômes, et autres qualifications

- 2003-2008: Doctorat en Sciences Juridiques, Institut universitaire européen, Fiesole, Italie
- 1999-2001: Master of Laws, Environmental Law, Université d'Auckland, Nouvelle-Zélande.
- 1989-1994: Maîtrise de Droit international et européen (Faculté de Droit, Toulouse I)
- 1989-1992: Diplôme de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse
- Juin 1989: Baccalauréat B, Lycée Comte de Foix, Andorre la Vieille

III. Activités professionnelles pertinentes

- Depuis septembre 2024, ministère de la Justice et de l'Intérieur: Inspectrice des Professions libérales réglementées; Mise en œuvre de la Loi 6/2008 sur l'exercice des professions libérales réglementées et des lois et règlements associés.
- Janvier 2023-Juin 2024: Congé sabbatique
- Juin 2019-Décembre 2022, Partenariat de la Montagne (FAO): Officier des Politiques
 - i. Agent de liaison entre le ministère de l'Agriculture et le Partenariat de la Montagne (ci-après PM) et de la FAO en général.
 - ii. Suivi de la contribution de l'Andorre au Partenariat de la Montagne.
 - iii. Suivi de, participation auprès de la Convention UN sur le Changement Climatique, de la Convention sur la Biodiversité et de la Convention contre la désertification; définition des stratégies pour renforcer les intérêts et la visibilité des régions de montagne dans l'agenda de ces traités multilatéraux sur l'environnement.
 - iv. Collaboration avec le PNUE -Programme Montagne- dans la rédaction de documents stratégiques en vue de l'adoption du Cadre Mondial de la Biodiversité pour l'après-2020.
 - v. Collaboration avec le bureau régional de la FAO à Bangkok pour la rédaction, édition et publication du Manuel sur l'Agriculture Biologique dans les Régions de Montagne en Asie.
 - vi. Rédaction des documents constitutifs de la «Mountain Facility», mécanisme de financement pour les petits producteurs dans les pays membres du PM.²
 - vii. Routine juridique générale du secrétariat du PM (étiquetage des produits de montagne dans l'Union européenne et dans le monde, statuts du secrétariat du PM, Déclarations et autres contributions dans des forums multilatéraux).
 - viii. Analyse et compilation des politiques et législations de montagne dans les pays membres du PM.
 - ix. Rédaction de la candidature de l'Andorre pour la reconnaissance SIPAM (FAO) des pâturages subalpins de l'Andorre en collaboration avec le ministère de l'Agriculture de l'Andorre.³
 - x. Sensibilisation et Promotion des Régions de Montagnes auprès de forums internationaux (Montagnes emblématiques de la Méditerranée, Conférence Internationale des Montagnes etc.).

2. <https://www.fao.org/mountain-partnership/our-work/resource-mobilization/mountain-facility/en/>

3. <https://www.fao.org/giahs/giahsaroundtheworld/designated-sites/europe-and-central-asia/los-pastos-subalpinos-de-andorra/es/>

- Mars 2017-Juin 2019, Département de la Justice et de l'Intérieur: Chef des Relations et de la Coopération Juridiques Internationales
 - i. Supervision des demandes de coopération judiciaire internationale.
 - ii. Mise en œuvre et suivi des traités internationaux: Convention Européenne pour la prévention de la Torture, Convention des Nations Unies contre la Torture, Convention des Nations Unies contre le Crime Organisé Transnational, Convention des Nations Unies pour la répression de la traite des êtres Humains, Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres Humains.
 - iii. Chef de Délégation auprès du GRECO (Groupe d'États contre la Corruption) & Chef de l'Unité contre la corruption en Andorre.
 - iv. Mise en œuvre et suivi de la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement d'enfants.
 - v. Agent du Gouvernement auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (Chong Coronado c/ Andorre, Figueiredo c/Andorre).
 - vi. Liaison avec l'OSCE, Organes des NU, la COMJIB (Conférence Ibéro américaine des ministres de la Justice), le GRETA.
 - vii. Organisation des stages sur les droits de l'homme des forces de police.
 - viii. Chef de file du Département de la Justice et de l'Intérieur lors des négociations relatives du texte de l'Accord d'Association avec l'Union européenne.
 - ix. Projet de Loi (4/2018) sur la Protection temporaire et transitoire pour raisons humanitaires.
- Février 2014-Février 2017, ministère des Affaires extérieures – Gouvernement de l'Andorre: conseillère juridique
 - i. Analyse de la compatibilité de la législation nationale avec les traités internationaux et accords bilatéraux en vue de la signature/ratification/adhésion, rédaction des réserves et déclarations.
 - ii. Traités multilatéraux, Droit international, droits de l'homme et thèmes environnementaux.
 - iii. Routine juridique (contrats, publications au JO, rédaction des expositions de motifs, etc.). Recherche et soutien juridique aux autres départements du MAE ainsi qu'aux autres ministères en cas d'accord international ou de problème de droit international.
 - iv. Agent du Gouvernement de l'Andorre auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (UTE Saur Vallnet c/Andorre, Gouarré c/Andorre).
 - v. Déléguée d'Andorre auprès du CADHI.
 - vi. Déléguée d'Andorre auprès du TPI.
- Avril-Juillet 2013, Région Toscane: Consultante
 - i. Recherche appliquée en vue de la révision de la loi sur la participation citoyenne de la région toscane (Legge regionale 46/2013).⁴
- Novembre 2011-Mars 2012, Département de l'Environnement – Gouvernement de l'Andorre: Consultante
 - i. Projet de Règlementation pour l'élimination des sacs de plastiques à usage unique dans le commerce (Règlementation entrée en vigueur le 01/01/2013).
 - ii. Projet de Loi sur le Paysage.
- Juillet 2010-Juillet 2011, Secrétariat Permanent de la Convention Alpine: Collaboratrice
 - i. Suivi de la mise en œuvre du Plan d'Action sur le Changement Climatique dans les Alpes.

4. <http://www.regione.toscana.it/-/legge-sulla-partecipazione>

- ii. Coordinatrice et éditrice de la publication «Vers la décarbonisation des Alpes: politiques nationales et stratégies, initiatives régionales et actions locales». ⁵
- iii. Recherche sur la législation des pays alpins afin de créer une base de données juridiques relative au droit de la montagne.⁶
- Juillet 2009-Juillet 2010, Secrétariat Permanent de la Convention Alpine – Innsbruck: Responsable de projet
 - i. Responsable de la mise en œuvre du Plan d’Action sur le changement climatique dans les Alpes.
 - ii. Responsable de la Plateforme sur les risques naturels.
 - iii. Point de contact pour les partenaires locaux du Plan d’Action (Perles Alpines, Ville alpine de l’année, Alliance dans les Alpes).
 - iv. Editrice «La Convention alpine et les collectivités territoriales françaises: Guide de mise en œuvre du traité pour un développement durable dans les Alpes».⁷
 - v. Organisation de la Conférence sur la protection de l’environnement et les montagnes: Le droit de l’environnement est-il adapté aux défis auxquels sont confrontées les régions de montagne?
- Mars 2008-Mars 2009, Università degli Studi di Firenze – Département de Sciences Politiques et Sciences Administratives: Chercheuse
 - i. Analyse des systèmes de planification paysagère et territoriale/régionale en Europe, les procédures de participation publique, les indicateurs et de durabilité (inclus le paysage), dans le cadre de la création du modèle de suivi de la mise en œuvre du nouveau système de planification territoriale en Toscane.
 - ii. Contribution en tant qu’enseignante ponctuelle dans le cadre de la Formation URBAL (processus de participation publique locaux).
- Mai 2008-Mai 2009, GOVERNAT (University of Nova Lisboa, Portugal): Consultante
 - i. Support juridique aux chercheurs (doctorants, post-doctorants et seniors) dans le cadre du projet de Recherche FP6 GoverNat (Participatory processes in Multi-level Governance in Water and Biodiversity Resource Management).⁸
- Novembre 2007-Juin 2008, Académie de Droit Européen: Chercheuse
 - i. Création d’une base de données sur la législation complète des pays de l’Union européenne en matière de protection du patrimoine culturel.⁹
- Juin-Octobre 2007, Département de l’environnement – Gouvernement de l’Andorre: Consultante
 - i. Rédaction du projet de Règlement sur l’accès à l’information (Décret d’application de la Loi sur la gestion des déchets).
 - ii. Rapport sur la compatibilité du droit andorran avec la Convention Européenne du Paysage.
 - iii. Formation des gardes de l’environnement sur les normes d’application de la loi.
- Janvier-Mai 2007, CAPA Firenze (Washington State University): Enseignante
 - i. Cours semestriel portant sur la Politique de l’Union européenne sur l’environnement et la gestion des ressources naturelles, dans le cadre du programme d’études universitaires à l’étranger de la WSU.

5. http://www.alpconv.org/fr/publications/alpine/Documents/AS6_fr.pdf

6. <http://mountainlex.alpconv.org/>

7. http://www.alpconv.org/fr/publications/alpine/Documents/Comuni_2013_FR.pdf

8. www.governat.eu

9. <http://www.eui.eu/Projects/InternationalArtHeritageLaw/Home.aspx>

- Septembre 2003-Juin 2009, Institut universitaire européen: Coordinatrice du Groupe de travail sur le droit de l'environnement (chercheuse)
 - i. Organisation du programme annuel et des réunions mensuelles; rédaction et édition des documents de travail et des bulletins d'information; organisation de la conférence et invitation d'orateurs invités; page web.
- Octobre 2004-Octobre 2005, Conseil de l'Europe: Consultante juridique
- i. Représentation du CO-DBP (Comité des activités du Conseil de l'Europe sur la Biodiversité et le Paysage) auprès du DH-DEV (Comité sur le Développement des Droits de l'Homme) avec l'objectif de rédiger un manuel sur les droits de l'homme et l'environnement (publié l'an 2007)¹⁰; membre du groupe restreint de rédaction du manuel.
- Novembre 2003-Juin 2009, Institut Universitaire Européen: Coordinatrice du Groupe de Travail sur le Droit de l'Environnement
- i. Élaboration du Programme annuel d'activités et de recherche, organisation des réunions mensuelles, tables rondes et conférences, édition des Working Papers, rédaction des newsletters.
- Octobre 2003-Septembre 2007, Institut Universitaire Européen: Thèse Doctorale en Droit de l'Environnement
- i. Sujet: Sources et Manifestations du Principe de Participation Publique en matière d'environnement. (Thèse défendue publiquement le 18 février 2008, non publiée).
- Février 2002-Septembre 2003, ministère de l'Agriculture et de l'Environnement – Gouvernement d'Andorre: Consultante juridique
 - i. Instruments internationaux: rapports et analyse juridique aux fins de l'adhésion à des conventions et traits internationaux regardant l'environnement. Application et suivi des obligations; point de contact avec les secrétariats des organisations internationales et des conventions (Convention de Bâle sur les déchets dangereux, Convention de Berne sur la faune et la flore européennes, Convention européenne du Paysage, Convention de Ramsar sur les zones humides, Convention pour la lutte contre la désertification, CITES, UNEP, UNDP, FAO, Conseil de l'Europe).
 - ii. Participation aux conférences et réunions internationales.
 - iii. Suivi spécifique pour la participation de l'Andorre au Sommet de Johannesburg sur le Développement durable en août 2002 (participation aux réunions préparatoires, analyse du processus, suggestions pour la participation de l'Andorre, discours ministériels).
 - iv. Rédaction de législation domestique: loi sur les déchets, loi sur les études d'impact d'environnement.
 - v. Mise en œuvre et application de la législation nationale.
- Septembre 2000-Janvier 2002, ministère des Affaires étrangères: Conseillère juridique
 - i. Instruments internationaux: étude de la compatibilité de la législation nationale avec les accords préalablement à la signature, ratification ou adhésion. Suivi des obligations et participation aux comités d'experts (Charte Sociale, accords environnementaux, droits de l'homme).
 - ii. Routine juridique (contrats, publications au JO, etc.).
 - iii. Révision de textes, documents, rapports à envoyer aux organisations internationales.
- Janvier 1995-Janvier 1999, ministère des Affaires étrangères – Mission diplomatique à Strasbourg: Représentant Permanent Adjoint de l'Andorre auprès du Conseil de l'Europe

10. http://book.coe.int/EN/ficheouvrage.php?PAGEID=36&lang=EN&produit_aliasid=2126

- i. Mise sur pied du bureau de la mission, aspects logistiques et secrétariat.
- ii. Participation au Comité des Ministres et autres réunions inter-gouvernementales (en particulier questions juridiques, droits de l'homme, environnement).
- iii. Chargée d'Affaires 1996-1997: Deuxième Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement du Conseil de l'Europe.
- iv. Membre de la Commission Européenne contre le Racisme et l'Intolérance (ECRI); rapporteur pour la Croatie et le Portugal.
- v. Liaison avec la Délégation parlementaire à l'APCE et au Congrès.

III. Autres activités

- Membre et ex-présidente de l'Association de la Défense de la Nature d'Andorre (ADN)
- Membre du Global Eco-Integrity Group
- Volontariat environnemental et social (Bélgica, Nouvelle-Zélande, Grèce, Inde).
- Membre à titre personnel (2019-2022) du réseau de femmes médiatrices pour la Méditerranée.
- Cuisine et nutrition (publication d'un livre de cuisine «Chez vous comme Chez Jacques», 2012).

IV. Publications et autres ouvrages

Liste non-exhaustive

- Quillacq, P., “*Is Legal symbiosis possible? The coming synergy between the European Convention on Human Rights and the Aarhus Convention*”, January 2006, EUI Law Working paper n°6 (2006), available on-line <http://www.iue.it/LAW>
- Dabrowska P. & Quillacq P., “*Science goes to court: some reflections on the Precautionary Principle in the community jurisprudence*”, EUI Law Working paper n°6/06), January 2006, available on-line <http://www.iue.it/LAW>
- (Co-drafter), Manual on human rights and the environment – Principles emerging from the case-law of the European Court of Human Rights, Council of Europe Publications (2006).
- “*Le Principe de participation publique: la dimension procédurale du Développement Durable*”, in Sustainable Development and International Law: The way forward, EUI Working paper 2007/28 (Morgera E. and Quillacq P. eds.), available online at <<http://cadmus.iue.it/dspace/handle/1814/7159>>
- *Sources et Manifestations du Principe de Participation Publique en Matière d'Environnement*, PhD (February 2008). Online: <http://cadmus.eui.eu/handle/1814/7088/browse?value=QUILLACQ+ALBAJES%2C+Patricia&type=author>
- *The Action Plan on Climate Change in the Alps: mirroring reality or encouraging common Alpine dreams?* in: Quillacq P. & Onida M. (eds.) Environmental Protection and Mountains: is Environmental Law Adapted to the Challenges Faced by Mountain Regions?, Bolzano/Bozen, (2011), pp.192-203.
- Cetara L. & Quillacq P. “Tackling climate change in the Alps: basic remarks on the experience of the Climate Action of the Alpine Convention as an example for other regions worldwide”, contribution presented at the Mountain Partnership side-event, UNFCCC COP-16, Cancún, Mexico, December 2010.
- Joint Policy Note with Wesselink A. and others, “*Attitudes on public participation affect Water Frame Directive art. 14's implementation*”, INBO Newsletter December 2008-January 2009.
- “*Human Carrying Capacity: is it possible to debate it publicly? (La capacità di carico umana del pianeta)*”, in: Scelte pubbliche, Quadrimestrale per il governo del territorio e lo sviluppo locale, n.1/2009, pp. 107-123.
- “*Accés a la Justicia i Participaciò Publica*”, in: J. Saura (coord.), Jornades del JEF sobre dret ambiental, Agenda 2008 de l'Universitat d'Andorra, Universitat d'Andorra, 2009.

V. Langues

- Langues maternelles: français, catalan (catalan B2)
- Langues courantes: anglais, espagnol, italien (italien C2)
- Portugais: connaissance passive (lecture et écoute)